

"La Russie se tourne vers le Marché commun" dans Corriere della Sera (22 mars 1972)

Légende: Le 22 mars 1972, le quotidien italien Corriere della Sera décrit les critiques de Leonid Brejnev, Premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique, à l'encontre de la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Ottone, Piero. 22.03.1972, n° 67; anno 97. Milano: Corriere della Sera. "La svolta russa verso il Mec", auteur: Josca, Giuseppe, p. 22.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_russie_se_tourne_vers_le_marche_commun_dans_corriere_della_sera_22_mars_1972-fr-c0739981-b59b-4458-be72-e848e7a20d6a.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Après le discours de Brejnev

La Russie se tourne vers le Marché commun

Le premier secrétaire du parti communiste d'Union soviétique a reconnu la «réalité» communautaire – La Conférence pour la sécurité et la signature des traités avec l'Allemagne ont joué un rôle décisif dans ce changement de tactique

De notre correspondant

Moscou, le 21 mars.

Deux des thèmes du discours de Leonid Brejnev au congrès des syndicats ont retenu, hier, l'attention des observateurs: le sommet de Pékin et les négociations entre l'URSS et les États-Unis. Un intérêt bien compréhensible car, pour la première fois, on se trouvait face à une prise de position directe du Kremlin sur les développements de la «stratégie multipolaire». Le secrétaire du parti communiste a abordé d'autres sujets qui auraient mérité l'analyse. La question, par exemple, des rapports entre le bloc socialiste (Union soviétique en particulier) et la CEE.

En réalité, Brejnev n'a pas fait preuve de beaucoup de mordant. «Il n'est pas vrai que nous menions une politique en Europe visant à saper la Communauté économique européenne», a-t-il souligné. «Nous prenons acte de l'existence de ce regroupement et nous en suivons attentivement l'évolution.»

Certains – surtout dans les milieux communistes occidentaux – ont interprété cette déclaration comme le signe d'un revirement de la politique soviétique face au Marché commun: plus d'ostracisme irréductible mais, au contraire, une proposition de dialogue, voire de coopération. La plupart des observateurs retiennent toutefois que Brejnev n'a pas eu l'intention d'aller aussi loin, bien que sur plusieurs points il ait été amené à adoucir l'intransigeance affichée jusqu'ici par le Kremlin.

On sait, par exemple, que la Chine a déclaré suivre avec intérêt les négociations relatives à la construction de la «grande Europe» et qu'elle aurait également envisagé de mettre en place une représentation diplomatique auprès du Marché commun, à Bruxelles. L'URSS, qui assiste avec inquiétude aux tentatives chinoises d'implantation en Europe et qui y voit une menace à la cohésion du «bloc socialiste», ne peut rester indifférente.

L'hostilité soviétique envers le Marché commun a surtout des racines politiques: une Europe forte et unie constitue un obstacle à l'hégémonie des superpuissances. Par ailleurs, Moscou ne voit pas d'un bon œil la «dépendance technologique» de ses satellites à l'égard de l'Occident, craignant que cela ne favorise des élans vers le monde extérieur et rende plus difficile le contrôle qu'elle exerce sur l'économie de ses alliés. Raison pour laquelle, ces dernières années, elle a toujours soutenu que la collaboration avec l'Ouest devait se faire sur la base de relations bilatérales ou multilatérales, mais pas communautaires.

Pour la propagande officielle, les communautés «fermées» comme le Marché commun sont difficiles à accepter, car «elles sont un obstacle à la détente» et finissent par compliquer plutôt qu'encourager le processus d'intégration économique. Mais depuis quelques temps déjà, on note des signes de fléchissement dans cette ligne longtemps restée inflexible. En juin dernier, quand fut adopté le principe de l'élargissement de la Communauté à dix membres, la presse

soviétique ne lança que quelques flèches très conventionnelles contre la Grande-Bretagne, décrite depuis toujours comme «le cheval de Troie» des États-Unis en Europe. Quelques semaines plus tard, au cours d'une conversation avec des journalistes occidentaux, lors d'une réception à l'ambassade d'Argentine, le ministre des Affaires étrangères, M. Gromyko, a déclaré à propos de l'avenir du Marché commun élargi: «Je ne suis pas magicien et ne peux lire l'avenir». En d'autres temps, Gromyko n'aurait pas manqué l'occasion pour réitérer les critiques et les réserves de son gouvernement sur la question.

En substance, le Kremlin a pris acte de l'évolution de la Communauté et a décidé d'en assumer les conséquences avec réalisme. Dans son discours d'hier, Brejnev ne s'en est pas tenu à cette seule appréciation: plus que d'une ouverture, il s'agit de sa part d'un réajustement de tir, en prévision d'une possible évolution des choses.

Le désir de faciliter l'aboutissement des deux projets qui tiennent principalement au cœur des dirigeants soviétiques – la Conférence pour la sécurité en Europe et la signature par l'Allemagne des traités avec l'URSS et la Pologne – a certainement eu un poids non négligeable dans cette décision de changer de tactique. Au *Bundestag* comme dans d'autres milieux européens, l'hostilité de Moscou envers le Marché commun suscite la perplexité. Il fallait donc faire quelque chose pour rassurer les sceptiques.

Giuseppe Josca